



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

RUIG – DEFI SOCIAL DU DEVELOPPEMENT

Projet cofinancé par le Réseau Universitaire International de Genève (RUIG) conduit par l'Institut universitaire d'études du développement, la FSES / Uni-Genève et l'UNRISD.

Analyse macroéconomique du Mali : Le Mali et ses inégalités face à la globalisation

Pauline Plagnat avec la contribution de Boukary Barry

Genève, le 30 juin 2003

Le cadre de recherche se situe dans le projet du RUIG "le défi social du développement", projet qui met en partenariat 6 institutions de Genève autour d'une problématique centrée sur les enjeux de la globalisation et les inégalités, illustrée par 5 cas d'études (Mali, Vietnam, Bulgarie, Afrique du Sud et Genève) dans 3 secteurs (éducation, protection sociale et santé). L'analyse macroéconomique se situe en amont de la recherche afin de problématiser la recherche, mais également en aval, afin d'intégrer les différentes analyses sectorielles dans la problématique générale. Ce papier devrait être perçu comme une analyse macro-économique générale à la problématique de la globalisation et des inégalités au Mali avant d'aller examiner les répercussions au niveau plus sectoriel. Dans le cas du Mali, l'analyse macro-économique permet de souligner un contexte économique tout à fait particulier, suite logique de son passé historique chargé (colonisation) et des liens économiques et politiques contraignants résultant de cette situation. D'un autre côté, la situation d'endettement internationale actuelle réduit d'une manière autrement contraignante les marges de manœuvre étatiques. Nous parlons donc d'un pays qui souffre structurellement et chroniquement de pauvreté *monétaire* et dont les inégalités ne sont pas nécessairement les symptômes les plus marquants.

La recherche sur le terrain au Mali a permis à plus d'un titre de souligner les enjeux de la globalisation dans le pays et surtout de comprendre certains mécanismes d'augmentation des inégalités. Le but de la recherche à Bamako et à Sikasso était de comprendre quels étaient les enjeux de la globalisation et comment les impacts en étaient perçus par les différents acteurs. Il est rapidement apparu que deux enjeux majeurs se dégagent de cette recherche préliminaire : la globalisation politique via l'ajustement structurel et l'aide internationale ainsi que la globalisation commerciale qui nous indique quels sont les enjeux en termes d'inégalités monétaires créées par le commerce du coton, principale activité rémunératrice liée à la globalisation. De ces deux enjeux majeurs résulte un troisième, celui des inégalités régionales : les difficultés liées à la décentralisation aggravent de fait les inégalités régionales. Dans ce cadre, il semblait intéressant de faire une étude plus poussée de la région du "Mali utile", le Sud, région cotonnière par excellence. Le travail demandé à Boukary Barry a permis de faire le lien entre la globalisation (commerce du coton) et le développement ou non des inégalités selon les revenus monétaires liés au coton.

Après une présentation générale historique et macro-économique du Mali, ce document analysera la problématique liée à la globalisation (Ajustement structurel, lien avec les investissements directs étrangers, rôle de l'extérieur) afin de considérer la place de l'Etat et ses stratégies en matière d'inégalités

I- Analyse générale

1- Rappel historique

Afin de pouvoir analyser les enjeux et les conséquences de la globalisation au Mali, il est nécessaire de commencer par décrire le contexte dans lequel il évolue. Le Mali est le plus vaste des pays de l'Afrique de l'Ouest (1.204 millions de km² dont la moitié se situe en zone sahélienne), mais également l'un des plus pauvres, selon la classification de l'ONU. Ses conditions climatiques et géographiques sont difficiles. Le pays souffre de sécheresse, lié à une pluviométrie faible sur la plus grande partie de son territoire. Cependant, le Sud du pays est mieux loti, il est principalement irrigué par le fleuve Niger et la pluviométrie y est plus élevée, ce qui permet une bonne production agricole. Les principales sources de revenus du pays proviennent de l'exploitation de l'or, du coton, de l'agriculture (maïs, mil, sorgho, riz et pommes de terre) ainsi que de l'élevage.

Culturellement, le Mali a une histoire très riche, mais complexe qui remonte au temps des empires africains. Il a fait partie de l'empire du Ghana (IV^{ème} au X^{ème} siècle), avant de s'appeler empire du Mali (XI^{ème} au XIV^{ème} siècle) puis succombe à la domination de

l'empire Songhaï de Gao au XIV^{ème} siècle avant de se diviser en différents royaumes (royaume Bambara de Ségou, royaume du Ka Artà, l'empire Peuhl du Macina, l'empire Toucouleurs d'El Hadji Omar et le royaume de Kéné Dougou autour de Sikasso). En 1895, le Mali est colonisé par la France avec le royaume du Soudan. La Colonisation perdure jusqu'en 1958. Comme pour une grande partie de ses colonies, la France instaure un régime de protectorat et met en place un gouvernement et des politiques spécifiquement françaises dont le Mali va garder des traces tout au long de son histoire administrative, politique, éducative, culturelle, jusqu'à aujourd'hui encore. A l'acquisition de son indépendance, le Mali bascule dans une autre violence, celle de la dictature de Moussa Traoré. Le processus de démocratisation se met en place dans les années 80 et après un renversement de régime, Alpha Oumar Konaré est élu en 1992 et reste au pouvoir pendant 10 ans. En 2002, Amadou Toumani Touré, une figure importante dans le paysage politique malien depuis la course à la démocratisation, fut élu à son tour.

Le paysage politique malien est avant tout marqué par son imprégnation à la culture française, la dictature de Traoré et les conflits avec le peuple de Touaregs au Nord du pays.

Le pays est encore aujourd'hui fortement contraint par la coopération internationale et l'aide internationale. Nous pouvons quasiment affirmer que le Mali fait partie de la mondialisation depuis plus longtemps que nous pourrions le penser. Historiquement, culturellement et commercialement, le Mali fait partie des différentes civilisations africaines, puis sous tutelle de la France avec la colonisation et actuellement sous ajustement structurel. L'Etat français a mis en place la culture d'exportation la plus importante du Mali, le coton. Après l'indépendance, le Mali s'est retrouvé face à la politique de développement et d'industrialisation et s'est endetté. Face à l'endettement, le dictateur, puis les différents gouvernements qui se succèdent passent des accords avec le FMI (Fond Monétaire International) pour des PAS (Politique d'Ajustement Structurel), puis des FAS (Facilité d'Ajustement Structurel) et des PASA. Aujourd'hui, le Mali se situe parmi les pays les plus pauvres du monde, sous PAS, bénéficiant des programmes PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dépendant de très nombreuses ONGs (Organisations non gouvernementales) et OIs (Organisations Internationales), aide et coopération bilatérale.

Deux tendances de transformations majeures en rapport avec notre recherche peuvent être soulignées. Premièrement, les communautés locales se sont organisées dans le but de pallier la déficience de services publics sociaux via des cotisations villageoises et de producteurs (pour la création de centre de santé communautaires – CESCO et d'écoles communautaires entre

autres). Deuxièmement, la décentralisation a été mise en place de manière accélérée dans des conditions parfois trop rapides et difficiles.

2- Analyse macro-économique

Pour la compréhension de la situation macro politique, les documents à disposition ne concernent que : le PAS (politique d'ajustement structurel), le CSLP (Cadre stratégique de lutte contre le pauvreté), le PRODEC (Programme décennal d'éducation et de la culture), le PRODES (Programme décennal de la santé) et le PRODEJ (Programme décennal de la justice). Il n'existe plus de plan de développement pour le pays (à part ces 4 documents), ni de plan de développement rural. Cependant, les 4 documents sont cohérents (coordonnés depuis 1 an ou 2) les uns avec les autres.

Je rappelle ici que les chiffres cités doivent toujours être pris avec beaucoup de circonspection. Les sources proviennent des différents rapports des Organisations Internationales sur place (FMI; BM; PNUD) ainsi que de la direction nationale des statistiques. Quelques chiffres proviennent également d'ONG importantes ou d'organismes tels que la CMDT. Il est également difficile de recueillir les données budgétaires tenant compte des ressources totales à disposition de l'Etat (pluralité des acteurs et des donateurs et manque de fiabilité des données financières comme les taxes, impôts...).

-Le cadre globale des macro-indicateurs

Une première vue d'ensemble de l'économie nous permet de montrer que l'agriculture est l'activité à la base du revenu pour environ 80% de la population (mil, sorgho, maïs, riz et fonio). Le. Mil, le sorgho et fonio constituent 75% de la production vivrière. Les autres cultures dépendent plus de la pluviométrie et de la fluctuation des prix. L'activité cotonnière est la source de revenus la plus importante pour les familles paysannes.

L'économie malienne a connu un fort taux de croissance économique depuis ces quelques dernières années (en moyenne 5.7 % mais avec de très fortes fluctuations, dépendantes des conditions climatiques et par le cours de matières premières sur le marché mondial, selon les chiffres officiels du gouvernement (DNSI)). Le taux de croissance est largement constitué par le revenu agricole (la dévaluation a permis une forte augmentation des exportations), mais surtout par l'accroissement de la production d'or (exportation (189 milliards de francs cfa) devenue depuis l'an 2000 supérieure à celle du coton (109 milliards de francs cfa). Le reste de la croissance économique provient essentiellement de la production d'électricité, de l'eau et des transports et communication. Le pays semble être en plein chantier pour l'aménagement

roucier et l'approvisionnement électrique (sursaut largement dû à l'accueil de la CAN (Coupe Africaine des Nations) en 2002).

Le Mali est donc un pays essentiellement agricole où très peu d'industries ont été mises en place (malgré les nombreuses et différentes planifications industrielles qui se sont succédées). Une grande partie de la production n'est pas comptabilisée et appartient à la catégorie de l'informel. L'artisanat et le petit commerce commencent seulement à être comptabilisés, je ne reprendrai pas les chiffres ici, ils sont assez peu significatifs et certainement pas fiables (de l'avis même de la directrice du DNSI) alors même que l'impression générale nous donne à penser qu'une grande partie de la population urbaine est liée à ces pratiques qui prendraient ainsi de plus en plus d'ampleur. Le peu de données récoltées sur le Mali couplé à l'incertitude liée aux chiffres (marché informel et fiabilité de la méthode de récolte de données) nous donne un tableau économique flou.

En quelques mots, voici le tableau de bord économique du Mali 2001

PIB	1900 milliards de franc CFA (2.7 milliards de \$)		taux de croissance : 5 % en moyenne	
Population	11 millions		2.7%	
Structure du PIB	agriculture	industrie	dont manufacture	services
	47 %	19.6%	5.7%	30%
Production	Or	Coton	Autres	
	266 millions \$	153 millions \$	42 millions \$	
Consommation privée	83% du PIB			
Consommation gouvernementale	11.5%,			
Exportations	27%			
Importations	41.7%			

Il y a 4 grands pôles économiques au Mali

1) l'Office du Niger (dans la région de Ségou): il s'agit d'une entreprise agroalimentaire de première importance située dans la partie Ouest du delta intérieur du Niger dont les infrastructures de base sont les barrages de Markal et les canaux d'irrigation du Sahel et du Macina., riziculture et sucre à canne (2 sucreries a Dougabougou et Séribala), un aérodrome à Ségou et un fort trafic naval en saison haute sur le Niger (COMANAV).

2) La présence de la CMDT(Compagnie Malienne du Développement du Textile) dans la région de Sikasso, Koulikoro, Ségou et Kayes (seulement depuis 95) appartenant à 55% à l'Etat malien et 45 % à la CFDT (Compagnie Française du Développement du Textile),

permet l'encadrement des paysans pour la culture du coton (principalement), le maïs, la promotion du développement rural assisté. (association agriculture élevage), formation des forgerons pour la réalisation de certains outils et la maintenance de matériaux agricoles (charrues, charrettes): ITEMA et COMATEX, principal industries du coton.

La CMDT permet également de produire de l'huile cotonnière (HUICOMA) et fournit l'énergie pour l'égrenage du coton (mais il existe très peu d'industrie cotonnière)

3) Barrage de Sélingué a Sikasso,

Il permet la mise en valeur de 100 000 hectares de terres et la production électrique de Bamako. La région abrite aussi de nombreuses mines d'or.

4) Barrage de Manantali (Kayes) permet l'irrigation de 225 000 hectares de terres, le fleuve est navigable durant toute l'année jusqu'au Sénégal et produit 800 Kwh/an

La région abrite également des centrales thermiques pour la production électrique.

Mopti : centrale thermique pour électricité, navigation fluviale

Tombouctou: Fleuve Niger, ressources minérales comme sel gemmes, calcaire, diatomites, centrale thermique à Tombouctou plus centrale solaires, navigation fluviale

Gao et Kidal: fleuve Niger, Phosphates, gypses et manganèses, transport fluvial aéroport

District de Bamako: Central thermique plus les barrages, réseau routier, train, aéroport, 6 banques avec succursales, zone industrielle, activité commerciale, Hôtels dont 2 de grands standings.

Le choix de concentrer une partie de l'étude sur la région de Sikasso se justifie par le fait qu'il s'agisse de la principale région productrice de coton, et dont le revenu fluctue en fonction de la globalisation. De plus, c'est dans cette région que se situent les recherches sur les CESCO et les écoles communautaires, créées sur financement des ONG, programmes d'aide, mais également payées par les surplus des revenus liés au coton (donc le fonctionnement des CESCO et écoles communautaires, souvent les seules disponibles sont dépendantes des fluctuations des prix des matières premières). Le travail demandé à Boukary Barry permet justement de faire le lien entre la globalisation commerciale (commerce du coton) et le développement ou non des inégalités dans les secteurs sociaux .

Cette question prendra une place importante puisqu'elle est au cœur des débats actuels au Mali notamment à cause de la baisse drastique du prix du coton, suivi de répercussions négatives sur le revenu de beaucoup de ménages ruraux et sur le fonctionnement des infrastructures sociales liées à ces bénéficiaires.

Etat des lieux de la pauvreté et conditions socio-économiques

Définition de l'inégalité.

Les inégalités se mesurent en termes de capacités d'accès aux différents biens et services mais aussi en terme de qualité de vie. Les indicateurs devraient permettre d'appréhender les différents niveaux d'accès à ces biens et services, mais également en comparaison avec le pré changement et entre les différents secteurs (ceux touchés par la globalisation et les autres). Il semble tout aussi nécessaire d'essayer de saisir les enjeux et règles financiers qui gèrent ces accès.

Les inégalités se mesurent selon le même cadre: inégalités de revenus et inégalités de conditions de vie en ajoutant une dimension d'inégalités de chance (non appartenance à des réseaux de capital social...)

Données du rapport du PNUD

REGIONS/ MILIEU	Incidence de la pauvreté (%)		
	Très pauvre	Pauvre	Total
Mali	21,0	42,8	63,8
Urbain	1,6	28,5	30,1
Rural	27,9	48,0	75,9
Kayes	24,7	37,7	62,4
Koulikoro	18,5	41,0	59,5
Sikasso	13,9	51,9	65,8
Ségou	25,9	42,3	68,2
Mopti	38,1	38,1	76,2
Tombouctou	26,4	50,4	76,8
Gao	11,1	67,6	78,7
Kidal	3,6	89,2	92,8
District de Bamako	0,2	28,4	28,6

(DNSI)

En 2000	Total	hommes	femmes
Espérance de vie	51.5	50.4	52.4
Tx alphab adultes	41.5	48.9	34.4
Tx bruts scolar	28	34	22
PIB/hbt en PPA	797	992	606
IDH	ISDH	IPH	Gini
0.386	0.378	0.473	0.505 (94)
sans accès eau	revenu <1 \$/jour	revenu < 2\$/ jour	
35	72.8	90.6	
	75	80	85
	90	95	2000
Evolution IDH	0.252	0.279	0.292
		0.312	0.346
			0.386

Les différentes manières de mesurer l'inégalité ont été mises en exergue , le coefficient de Gini pour le Mali est de 0.446, ce qui dénote d'une inégalité assez forte. Cependant, il semble utile de rappeler ici que le Mali ne possède pas de statistiques fiables et d'après ce que nous avons pu voir sur place montre une certaine difficulté à obtenir des chiffres récents ou fiables (aveu d'une projection des statistiques de l'enquête socio-économique de 1988 depuis lors jusqu'à aujourd'hui, même par le PNUD). Les enquêtes ne sont pas très nombreuses et montrent une lacune de données. Du côté des inégalités, il manque également encore beaucoup d'indicateurs, d'où les difficultés encore plus importantes à comprendre les mécanismes d'aggravation ou d'amélioration des inégalités dues à la globalisation.

Le rôle de l'Etat

Le budget national et sa ventilation

2001 en milliards de CFA	2000	2001
Recettes totales et dons	371.2	420.4
dont taxes	233.3	281.6
dons	101.2	100.3
projet	69	72.8
Dépenses totales et prêts	439.2	532.6
Dépenses courantes	199.3	243.7
dont salaires	73.1	81.9
Dépenses en capital	217.1	235.9
financées par extérieur	157.1	174
Pression fiscale	13.4%	14.6%
dépenses totales /PIB	25.2%	27.6%
masse salariale /PIB		30%
recette/PIB:	21.3	21.8
dépenses santé et éducation	4 % PIB (17% dépenses publiques totales)	4.3% PIB

Les chiffres des ressources de l'Etat doivent être mis en balance avec le budget national d'un pays du Nord et de montrer en quoi le programme de "développement social" est peu cohérent avec les moyens financiers à disposition. Le gouvernement assure tout de même un salaire à un certain nombre de fonctionnaires.

Pression fiscale : 14.6%, augmentation liée à la nouvelle fiscalité pétrolière reflétant les variations de prix à l'importation à la pompe et a l'essor de l'activité minière

La décentralisation devait permettre de réaliser plus de péréquation financière entre les régions afin de limiter les inégalités et de donner un budget à chaque pouvoir décentralisé afin de mieux assurer le suivi des programmes "sociaux". Cependant, elle a permis de payer de

nouveaux fonctionnaires mais certainement pas de diminuer les inégalités. Elle donne surtout un espace pour les collectivités locales de s'exprimer. Nous avons vu qu'ainsi les programmes sont parfois plus adaptés à chaque région et selon les moyens financiers de chaque région. IL y a sans doute plus de fonctionnaires liés à la décentralisation dans une zone riche que dans une zone éloignée avec peu d'habitants au km2.

Rôle de l'aide

Poids de l'aide internationale (chiffres de la CAD): en millions de \$

	1990	1997	1998	1999	2000
CAD en millions de \$		429	347	354	360
en % du PIB	19.9			14.03	15.7

Ces statistiques ne sont pas complètes, cependant, elles soulignent un fait d'une grande importance. Le budget malien est très réduit et ne permet donc pas au gouvernement de réaliser grand nombre de projets de développement. La majorité des projets de développement sont financés par les OI, ONG, coopérations bilatérales. C'est la raison de la forte propension de l'aide dans le budget malien. L'aide se concentre surtout dans les 4 grands projets de développement constituant les documents cadre du plan de développement (Santé, éducation, justice et pauvreté).

II- Analyse de la politique générale au Mali sur les questions d'impacts de la globalisation sur les inégalités sociales

1- La problématique de la globalisation

La globalisation, ou mondialisation, économique, processus déjà vieux de quelques années, a changé de forme depuis quelques décennies. Beaucoup de nouveaux éléments, conséquents aux transformations institutionnelles internationales entre autres, entraînent des répercussions importantes sur les pays dans lesquelles la mondialisation interagit via trois types de globalisation : la globalisation des marchés, la globalisation de la production et la globalisation de l'information et du politique qui ont toutes des implications différentes mais fortes dans les structures, les institutions et les organisations des pays touchés par ces phénomènes.

Les changements conséquents à cette intrusion se relèvent à plusieurs niveaux. Le processus de production est transformé que ce soit en amont ou en aval, de manière négative comme positive. Tout comme, la pression à la spécialisation affecte également le processus de

production des pays qui entre dans la globalisation économique (DIT, avantages comparatifs) D'un autre côté, les organisations internationales jouent un rôle capital dans la mise en place de ce processus via l'expansion d'un modèle de développement unique ou encore via des programmes d'aides liées à la restructuration politique des Etats bénéficiaires. La globalisation sert ainsi à étendre à toute la planète non seulement des modes de production économique, mais également des modèles politiques ainsi que des valeurs culturelles, institutionnelles.

Cela implique de nouvelles relations entre la politique, le système productif et le capitalisme, d'où une refonte du rôle de l'Etat. Le prix à payer est une transformation des structures politiques et économiques (vers une organisation plus *disciplinée*) ainsi que la soumission à des pressions très fortes du système mondial imposant plus de contraintes telles que plus d'ouverture, une démocratisation, la dérégulation et libéralisation de l'économie, une plus grande flexibilité et un plus grand respect des lois internationales. Cela réduit grandement leurs marges de manœuvres et diminue le nombre de choix à disposition. De plus, l'adaptation institutionnelle et sociale à ces changements doit être rapide, ce qui soulève des difficultés bien plus larges que celles du simple cadre étatique ou économique.

Concernant le Mali, les acteurs en lice sont essentiellement des acteurs internationaux.

Les bailleurs de fonds sont constitués d'Organisations multilatérales: onusiennes (PNUD; UNICEF; OMS, UNESCO, BIT...), de Bretton Woods (PAS du FMI, programme de la Banque Mondiales), de la soumission aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (surtout concernant le coton); d'aide bilatérale (coopération Française, Suisse, USA, Allemande, Canadienne...) d'ONG internationales (Save the children...). Pour tenter de comprendre les rouages institutionnels de cette économie, il faudrait s'appuyer sur un tableau retraçant les divers acteurs et les liens qui les unissent ainsi que la nature de ces liens.

Il a été recensé par le CAD en 2000, 215 ONG de 17 nationalités différentes, 23 pays donateurs, 10 organisations multilatérales et 142 coopérations décentralisées Les interviews faits sur place, ont montré une grande diversité dans les analyses de la situation économique du pays, voire de grandes contradictions entre les actions des différents acteurs. La difficulté suivante a été de recouper les différents points de vue en l'absence de documents analytiques de base et de chiffres fiables.

Economie et globalisation

	2000	2001
Exports	388	541.7
dont	109 de coton, 189.4 d'or, 89.6 d'autres;	81.3 de coton, 365 d'or, 95 d'autres
soit	25% du PIB	
Imports:	372.8; 40% du PIB	533.1
Dette : service de la dette	4.2% du PIB 12.1% des exportations des biens et services	
IDE:	3.3% du PIB	

Les exportations sont surtout portées par les exportations de coton et d'or alors que les importations indiquent une dépendance technologique, aux produits manufacturiers ou à l'énergie telles que le pétrole très important. Elles permettent surtout un revenu pour l'Etat du fait de la taxation importante à l'entrée du pays (attention à la difficulté de contrôler les taxes d'entrée du fait de l'immensité et du nombre de frontières).

Le dernier chiffre très fort en signification est celui des IDE, 3.3% du PIB. Leur de l'analyse de ce chiffre, nous pouvons nous rendre compte que la majorité voire la totalité de ces IDEs sont dirigés vers les mines d'exploitation de ressources naturelles.

Types d'investissements étrangers dans le pays et répercussions

Les IDE sont concentrées sur quelques secteurs d'exploitation de minéraux et de matières premières (les mines d'exploitation d'or et de matières premières plus le coton). Essentiellement ils proviennent du Canada, de l'Afrique du Sud, de l'Australie et des USA, ainsi que de la France pour le Coton. Celui-ci est souvent vendu brut aux pays voisins puisque le Mali n'a pas développé d'industrie cotonnière.

Cette question n'a pas lieu d'être, les IDE n'apportent rien au niveau social, ni bénéfiques, ni négatifs, lors d'une première approche. Ils permettent une croissance économique plus forte

liée à l'activité d'extraction d'or et de son exportation. Le seul point positif est qu'ils rapportent des taxes à l'Etat, donc permettent une augmentation substantielle de son budget.

Globalisation et Etat Malien

Dans le cas du Mali, la situation est liée aux conditions de l'**ajustement structurel**. La privatisation, la décentralisation et la transformation (dislocation) du rôle de l'Etat, sont les points les plus importants à préciser dans le sens d'une analyse des impacts de la globalisation sur les inégalités sociales. Si l'Etat ne peut plus jouer le rôle de redistribution de la richesse et du bien être, du fait de son manque de ressources, de sa soumission aux bailleurs de fonds, dislocation de son pouvoir ou endettement extrême, la gestion sociale du développement est remise en question. Outre ces contraintes financières et organisationnelles, se rajoutent les contraintes commerciales et politiques de la scène internationale. Nous pouvons dès lors nous demander quels sont les moteurs et les politiques prenant en compte les aspects sociaux et inégalitaires du développement.

De plus, le tableau politique de la prise de décision au Mali n'est pas simple. Nous voilà face à une économie qui n'a jamais eu que très peu de marges de manœuvre nationale, entre colonisation et dictature puis ajustement structurel, comment montrer les écueils de la globalisation, comment stigmatiser les origines des inégalités.

Au départ de l'analyse, j'aimerais souligner le processus de décision politique dans ce pays. Du fait de la coopération internationale et de la diversité des nombreux acteurs, il me semble pertinent de tenter de comprendre comment la prise de décision politique est affectée dans ce pays. Il semblerait que le problème du gouvernement se pose à plusieurs niveaux. Il n'a pas beaucoup de moyens financiers, très peu de ressources budgétaires et une obligation de suivre un plan d'ajustement structurel assez important. S'il veut financer les programmes de lutte contre la pauvreté ou les inégalités, il est nécessaire de suivre les recommandations et les politiques des acteurs de la coopération internationale pour obtenir le financement. Ce dernier point est essentiel pour comprendre l'objectif et l'impact de la rédaction d'un papier tel que le CSLP sur l'ensemble de l'économie malienne.

Dans sa lutte contre les inégalités, le Mali se concentre sur les données et les programmes mis en place et financés en grande partie par la coopération internationale (OI; CID; Pays). Il semble alors évident que les mesures prises allègeront certaines inégalités mais en provoqueront d'autres et ne prendront certainement pas en compte la situation structurelle du pays, mais seulement une vision partielle. Le gouvernement ne semble pas en mesure d'avoir une vision générale du développement, mais semble s'attaquer à des problèmes ponctuels et

qui rentrent dans le cadre des programmes d'aide internationaux (en santé, on suit le programme-sida mais pas le fléau paludisme).

2-Analyse des objectifs annoncés et marges de manœuvres politiques possibles

Pour étudier la partie macroéconomique, il semble nécessaire d'analyser les stratégies étatiques (la politique économique et sociale) du Mali, afin de mieux comprendre les raisons de ces mécanismes. Qu'est ce que l'Etat veut, qu'est ce que l'Etat fait, comment l'Etat redistribue (et le fait-il ?) les produits de la croissance, comment l'Etat gère le changement institutionnel induit par la libéralisation et la globalisation et la course à la croissance, sous la contrainte des équilibres généraux économiques.

L'analyse des objectifs annoncés est difficile à faire dans ces conditions. Les objectifs sont diffus et dépendants également des politiques de coopération internationale.

Si nous nous prenons comme cadre de référence la pauvreté telle que décrite par la PNUD et reprise dans le CSLP (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté), document cadre de développement du Mali, 63.8 % de la population malienne serait confronté à une situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté (pauvreté de conditions de vie reprenant les agrégats suivants manque dans les domaines relatifs à l'alimentation, la santé, l'éducation, accès à l'eau potable, à l'électricité et le logement; pauvreté monétaire caractérisée par une insuffisance de ressources entraînant une consommation insuffisante et pauvreté de potentialité caractérisée par le manque de capital comme accès à la terre, aux équipements, au crédit, à l'emploi...).

La cohérence entre les différents objectifs n'est pas évidente. Le Mali ne possède pas de plan de développement clair et systémique, son action se situe sur des objectifs ponctuels relevant pourtant d'une coordination nécessaire au vu des liens complexes entre les différents champs de la société décrits précédemment. Depuis l'acquisition de l'indépendance, le Mali a suivi une kyrielle de politiques de développement sans succès majeur. De changements de plan de développement aux changements de politique de la coopération internationale, les objectifs de développement du Mali ne se sont pas suffisamment inscrits dans une ligne cohérente et stable de développement. Il semblerait que depuis quelques années, les différents acteurs de la coopération internationale se soient mis d'accord entre eux pour coordonner leurs actions. Cela se traduit par ces documents cadre que nous avons pu étudier. Cependant, il reste à analyser la possibilité de réalisation de ces objectifs selon le terme défini et les moyens financiers ou matériels que cela exige. Sont-ils réalistes ? Sont-ils rationnels compte tenu de la nature et du contexte économique, social et politique du Mali ?

Après avoir exploré les différents agrégats et documents cadre du développement malien, nous pouvons poser la question sur quels semblent être les défis majeurs de la situation macroéconomique de ce pays. La question se situe à un niveau bien plus large que simplement le cadre de décision politique ou de statistiques. Il est évident que vu le peu de fiabilité des chiffres, la faiblesse des entreprises de production, le rôle joué par les divers et complexes acteurs de la scène économique malienne, le manque de budget étatique et les contraintes de la globalisation (PAS, coopération internationale, accords commerciaux et dépendance des prix agricole), le Mali semble actuellement bloqué dans une vision nécessairement contrainte par tous ces facteurs de son économie nationale. La liste des problèmes et défis pourrait s'allonger selon le point de vue autour duquel on démarre : Si on se fonde sur les chiffres de la pauvreté (67% de pauvreté monétaire ou de pauvreté d'accès à une qualité de vie), le plus grand défi serait de réduire ce chiffre, ce qui implique une stratégie étatique de redistribution de la richesse du pays. La pauvreté absolue pose le problème non seulement des revenus mais également des infrastructures et de l'accès aux biens et services publics et privés (consommation et services publics comme éducation, eau, santé, électricité). Cela suppose que la production du pays soit suffisamment génératrice de revenus pour 67% de la population. La production ne l'étant pas, le capital investi ne le sera pas non plus. Le rôle gouvernemental doit alors permettre des politiques de redistribution et la providence de services publics. L'approvisionnement de ces services dépend également du revenu de l'Etat. Or, les ressources de l'Etat proviennent en majorité de la taxation sur la consommation et sur la production. Ceux-ci étant insuffisants les ressources de l'Etat le sont aussi. La majeure partie des ressources provient de fait de la taxation sur les importations et sur les exportations (majoritairement les exportations de matières premières, fluctuant au gré du marché mondial). L'Etat possède également environ 20% des mines aurifères du pays or l'exploitation de celles-ci est croissante. Il s'agit bien d'un problème systémique de développement auquel doit faire face le Mali.

3-Priorités des pouvoirs publics en termes de réduction des inégalités (comment sont perçus les inégalités et quels peuvent en être la cause, les solutions apportées)?

Les priorités des pouvoirs publics en termes d'inégalités suivent le mainstream des organisations d'aide sur place. Mon hypothèse serait de dire que puisque les ressources budgétaires étatiques ne sont pas suffisantes pour réellement mettre en place les différentes politiques nécessaires à la réduction de la pauvreté et les systèmes de péréquation financières (aussi bien entre les régions, que dans un programme de protection sociale communautaire ou

collectif ou encore solidaire), le Mali n'a d'autres choix que de suivre les programmes sociaux mis en place par les autres acteurs du développement qu'il s'agisse des OI, CID ou communautés locales. D'où les collaborations étroites de travail et de d'affiliation (le Mali suit ses collaborateurs et n'est pas un acteur en tant que telle: exemple de la rédaction du CSLP, le "Malien" chargé du CSLP n'est que le coordinateur en réalité, les autres rédigent le document) qui se mettent en place avec les organisations internationales, de financement, de coopération, d'aide, de développement, les organisations non gouvernementales nationales et les pouvoirs locaux (répartition ou dislocation du pouvoir)

Conclusion

D'après les différentes pistes d'analyse que nous avons pu mettre en place dans ce papier, il semble cohérent d'apporter quelques éléments de conclusion sur l'ensemble du projet au Mali afin de donner quelques pistes de réflexion à approfondir dans une possible deuxième partie de projet.

Trois points sont importants à retenir pour répondre à la question posée par la problématique. Le premier point d'analyse à retenir concerne l'impact de la mondialisation dans ce pays. En effet, le Mali est intégré au niveau économique vu l'importance de son commerce de coton dans la vie quotidienne de 80% des maliens. Les différentes politiques d'ajustement structurel et les politiques de coopération internationale coordonnent le développement malien. Nul doute que le Mali ressent les effets de la globalisation. Cependant, ces effets sont sans doute moins important que ce que nous pourrions imaginer si nous le comparons à la réalité sociale du pays. Le Mali a toujours été globalisé depuis la colonisation si nous prenons la définition de l'impact de la globalisation comme un des moyens de coercition sur le gouvernement. Cela change peu de choses dans la vie quotidienne malienne. Les effets classiques sont de l'ordre du commerce comme soulevé avec la question du coton, induisant également les inégalités ou la richesse dans les autres secteurs étudiés ou encore des effets de l'endettement et des PAS. Mais aussi le nombre de coopérants et d'ONG et d'OI qui font vivre une grande partie des Maliens, non seulement par l'aide apportée mais aussi par leur présence. (Employés, restaurants, hôtels...).

Le deuxième point d'analyse nous est fourni par le texte de Boukary Barry. Selon ses conclusions, la question du coton au Mali apporte autant de recettes et de possibilités financières que de problèmes nouveaux comme l'endettement. Il permet la création de

nouveaux petits commerces ou d'industries, mais accroît les inégalités selon la taille des propriétés. Il a également habitué les producteurs de coton à consommer beaucoup plus de nouveaux biens dits plus "*occidentaux*". Les effets de la chute du prix du coton sur le cours mondial ont un impact d'autant plus fort et accentuent l'impression de pauvreté, avec aussi un phénomène d'endettement lié aux habitudes de consommation prises lors de la période faste du coton. Cela conduit à deux conséquences importantes au niveau du pays : la création d'un Mali utile, aujourd'hui toujours plus riche que les autres provinces, malgré les problèmes d'endettement et la création de nouveaux riches.

Enfin, le dernier point, et loin des moindres, est celui de la "*gouvernance*", ou plutôt des "conseils" apportés au gouvernement malien par ces si nombreuses organisations de développement, nouant les mains de la décision politique, la rendant parfois inopérante. L'incohérence avec le contexte (exemple, CSLP, coût : supérieur au budget gouvernemental) oblige le pays à emprunter afin de mener le projet à bien, et donc conduit à une augmentation de la dette publique (aujourd'hui le Mali a remboursé la plus grosse partie de sa dette bilatérale et pourtant reste un des pays les plus endettés. On s'aperçoit que la partie la plus importante de la dette est celle due aux organisations multilatérales).

Cependant, la globalisation a créé déjà une situation pesante du fait du commerce du coton et de la présence du FMI et de la Banque Mondiale. Leurs "conseils" agissent directement sur le coton aujourd'hui avec la privatisation de la CMDT, ayant peut-être des effets positifs sur la gestion de la CMDT même, mais ayant un effet très négatif sur le prix des intrants agricoles, les possibilités de micro crédit et le financement des autres activités agricoles autres que cotonnières.

Cette question ne peut être résolue à ce stade de la recherche pour les différentes raisons explicitées le long du travail. Toutefois, une hypothèse assez forte serait de considérer que la globalisation n'a pas beaucoup d'impact sur un pays comme le Mali avec les problèmes structurels importants qui y subsistent dès le départ. Donc nous pourrions certainement arriver à la conclusion qu'ont été permises des améliorations certaines sur des points tels que les inégalités de genre, l'accès à l'éducation ou du moins à l'alphabétisation de base, ou encore l'accès à des soins de santé de base. D'un autre côté, des aggravations des inégalités se sont sans doute développées sur d'autres points comme les inégalités en termes de revenus pour les exclus du commerce du coton, l'accès à l'éducation selon les régions et les infrastructures disponibles, en résumé, une grande diversité régionale.